

Khelfaoui Mohamed. Ancien officier de l'armée algérienne :

**« BELMOKHTAR A EXECUTE LA MISSION
D'INTERNATIONALISER LE CONFLIT MALIEN »**

El Watan le 19.01.13

Ancien officier de l'armée algérienne, Mohamed Khelfaoui estime, dans cet entretien, que les auteurs de la prise d'otages «sont assignés de la mission d'internationaliser l'intervention militaire à In Amenas, comme Ançar Eddine a exécuté la mission d'internationalisation du conflit malien en occupant la ville de Konna», à quelques centaines de kilomètres de Bamako.

- Comment interprétez-vous cette action menée contre un site gazier à In Amenas ?

Le groupe *Signataires par le sang*, dirigé par Laouer (le borgne), de son vrai nom Mokhtar Belmokhtar, affilié à Al Qaïda, a exécuté une mission, tout comme *Ançar Eddine*, à sa tête Iyad Ag Ghali, a exécuté la mission d'internationaliser le conflit malien en occupant la ville de Konna. Le premier veut internationaliser le conflit et le second l'intervention. Belmokhtar a mis l'Algérie devant deux défis : traiter rapidement l'agression ou temporiser et, dans ce cas, subir les pressions occidentales qui verront cette hésitation comme une incapacité à assumer ses responsabilités. Elles donneront ainsi argument à l'intervention des forces étrangères sur notre territoire sous prétexte de la libération des otages. Lorsque cette mission d'attaque du site gazier est assignée à des groupes terroristes lourdement armés, comme le soutient une certaine presse européenne, et lorsque la parole est donnée aux armes à feu, chacun est tenu d'assumer sa part de responsabilité.

- Selon vous, l'assaut était-il inévitable ?

Si la prise d'otages vise à pousser le conflit à l'internationalisation, l'action qui semble être expéditive, si tant elle l'est, des forces algériennes, serait préventive et/ou dissuasive. Toute hésitation est interdite lorsque l'avenir de la nation est en jeu ou menacé. Les stratégies de chaos devraient revoir leurs calculs ou leurs convictions.

- A votre avis, cette prise d'otages peut-elle être liée à l'invasion militaire française au nord du Mali ?

Depuis le coup d'Etat contre Amadou Tounami Touré, en mars 2012, et la prise du Nord-Mali par les groupes terroristes, Paris a tenté de mobiliser la communauté internationale en vue de mener une intervention militaire conduite ou assumée par les pays de la Cédéao avec le soutien des Occidentaux. Le 20 décembre 2012, le Conseil de sécurité de l'ONU a voté une résolution autorisant l'envoi au Mali d'une force internationale. L'offensive militaire menée par les islamistes menaçant d'assiéger Bamako a signé la

rupture du dialogue ; l'Elysée a engagé le combat suite à la demande du président malien Diocounda, lui-même soumis à la pression du putschiste, le capitaine Sanogo, qui le poussait vers la démission. Rappelez-vous que Sanogo s'est exprimé contre l'intervention militaire.

- Cette attaque ne va-t-elle pas remettre en cause le dispositif de sécurité autour des sites pétroliers ?

La protection des sites pétroliers et gaziers est effective. Peut-être qu'elle est insuffisante au regard de l'agresseur, venu en force pour sa mission d'internationalisation et bénéficiant de l'effet de surprise. L'intervention des forces de sécurité en réponse à ce type d'agression qui, habituellement, paralyse la victime, est une stratégie de déception qui ne manquera pas de donner à réfléchir aussi bien aux terroristes qu'à leurs commanditaires. L'offre de service des Américains en termes d'intervention sur le site gazier et le regret de la Grande-Bretagne de ne pas avoir été informée du plan d'action algérien, ou les déclarations du président français qualifiant l'assaut de dramatique sont la preuve que la célérité avec laquelle l'assaut a été donné a surpris tout le monde, y compris les terroristes. Par ailleurs, compte tenu de la condamnation de tout dialogue avec les terroristes, l'Algérie n'a d'autre choix que celui d'intervenir et vite, car les terroristes pouvaient investir l'espace de production et faire exploser les installations. Dans ce cas de figure, les conséquences sur le plan humain auraient été vraiment dramatiques.

- Au-delà des pertes en vies humaines, militairement, peut-on qualifier cette opération de victoire ?

C'est une double victoire puisqu'il y a deux enjeux. L'Algérie est un pays souverain qui a compris la menace depuis son indépendance. Ces groupes terroristes ont déjà frappé auparavant les intérêts de notre pays.

Ce n'est pas le Mujao qui a pour habitude de cibler l'Algérie qui est venu à In Salah, mais un groupe composé de plusieurs nationalités et dirigé par un Algérien. Tout comme la mission d'internationaliser le conflit malien a été confiée à Ançar Eddine, commandé par un Malien. Les deux groupes servent des intérêts.

- Selon vous, pourquoi l'Algérie a été incapable d'éviter la propagande et l'intox en communiquant des informations sur cette affaire ?

Par expérience, quand il y a des situations pareilles, c'est-à-dire lorsqu'on est confronté à des morts et des blessés, on prend le temps de vérifier, de faire le tri, d'avoir les filiations des uns et des autres, etc. Une fois que tout est arrêté, on s'exprime. Cela pour éviter toute contradiction ou fausse information.

- Y compris avec les Etats dont sont originaires les otages ?

Il y a un travail minutieux qui se fait. Cela prend énormément de temps. Il est normal qu'il y ait un carré blanc. C'est très compliqué et toutes les armées du monde connaissent le même problème. Ces mêmes pays qui dénoncent ont été confrontés à de pareilles situations et ont été également critiqués sur leur manière de gérer la communication.

Salima Tlemçani